

sissant, une faute qui aurait pu faire naître les plus sérieuses complications. Dans la circonstance, si l'on ne confiait pas une pareille mission de contrôle, d'exécution et peut-être même de coercition à un maréchal de France, l'Empereur aurait dû, tout au moins, choisir un divisionnaire ancien et ayant dans l'armée une notoriété et un ascendant moral peut-être nécessaires, le général Froissard notamment, qui avait toujours suivi avec une attention soutenue et une grande compétence la marche des affaires, militaires ou politiques, au Mexique.

Heureusement, grâce au tact, à l'habileté, au patriotisme et surtout au respectueux dévouement des personnages en cause pour la personne de l'Empereur, aucune complication ni conflit éclatant ne se produisirent.

CHAPITRE XIII

MAXIMILIEN VEUT ABDIQUER

Du 1^{er} Octobre au 31 Novembre 1866

Courrier de France, Instructions de Napoléon III. — Convocation d'une assemblée générale constituante. — Rêve irréalisable. — Réprobation des ministres Osmont et Friant. — Voyage du Maréchal à Puebla. — Incidents dans cette place. — Lettre du colonel Lopez. — Folie de l'Impératrice Charlotte. — Drame au Vatican. — Départ de Maximilien pour Orizaba. — Instructions étranges laissées au Maréchal. — Projet d'abdication de l'Empereur. — Démission du Ministère. — Manœuvres du Maréchal pour éviter la dictature. — Dispositions antérieures de Maximilien pour quitter le Mexique. — Arrivée du général Castelnau. — Critique et mise au point de cette mission. — Incident d'un brouillon de lettre secrète. — Rôle du Maréchal. — Le général Castelnau à l'œuvre.

Le courrier d'Europe, arrivé dans les derniers jours de septembre et impatientement attendu, avait apporté des informations, des instructions qui causèrent dans tous les milieux de la capitale une émotion profonde, car elles paraissaient sonner le glas funèbre de l'Empire.

Au Maréchal parvenaient des instructions formelles tracées de la main même de Napoléon III. Elles étaient relatives à la ligne de conduite à tenir, selon que l'empereur Maximilien abdiquerait, ainsi que l'empereur Napoléon l'avait en quelque sorte conseillé à l'impératrice Charlotte, ou bien qu'il se déciderait à continuer la lutte pour la conservation de sa couronne, après le départ de l'armée française qui était de toute façon irrévocable.

Dans le premier cas, celui de l'abdication, le Maréchal

devait s'efforcer de prendre des dispositions spéciales, mais qui semblaient, *a priori*, bien difficiles à réaliser, sinon impossibles. Il s'agissait en effet de réunir une sorte d'assemblée nationale et représentative, et de lui faire élire un gouvernement ayant chance de durée, une république naturellement, et obtenir de celle-ci la reconnaissance de nos créances anciennes et récentes et la protection des intérêts de nos nationaux.

A Paris, l'Empereur reconnaissait que ce projet serait d'une réalisation difficile; mais à Mexico, dans les sphères restreintes où ces instructions furent connues, on le considéra comme un rêve absolument irréalisable. En vérité, il était évident qu'on ne pourrait jamais obtenir d'un gouvernement de ce genre, qui n'en aurait que le nom, et cela au moment de notre départ, ce qu'on n'avait jamais pu obtenir du gouvernement de Maximilien que nous avions pourtant fondé nous-mêmes.

Du reste, faire nommer une assemblée nationale représentant la grande masse des citoyens était une opération absolument impossible, en raison de l'état de désordre moral où se trouvaient le plus grand nombre des provinces de l'Empire et de la présence, presque partout, des troupes ou des bandes tenant la campagne pour Juarez.

En outre et, alors même qu'il n'en fut pas tout à fait ainsi et qu'on ne se fut trouvé qu'en présence de deux partis, celui de Juarez et un autre qu'on aurait pu composer avec les anciens partisans de l'empire désabusés, il eût été, même dans ce cas, impossible d'obtenir une assemblée qui put former et établir un gouvernement, même républicain, car il existait toujours les anciens prétendants qui guettaient, dans l'ombre, le moment de revendiquer le pouvoir présidentiel perdu depuis un temps plus ou moins long. C'était d'abord l'éternel Santa-Anna, nanti d'une colossale fortune, mal acquise du reste, et qui depuis quelque temps complotait aux Etats-Unis pour obtenir leur appui dans ses revendications à la présidence de la République mexicaine, soit pour lui, soit

peut-être même pour son fils. C'était aussi l'ambitieux et turbulent Miramon qui allait accourir d'Europe où l'avait envoyé Maximilien pour l'éloigner de son trône.

Enfin, il y avait un prétendant, innominal encore, qui était représenté par l'élément ultra-clérical intransigeant que dirigeait Mgr Labastida, archevêque de Mexico, revenu aussi récemment d'Europe. On ne savait quel pourrait être le leader de ce parti, mais il n'était pas impossible alors qu'il prit corps dans la personne du général Marquez qui allait également réapparaître plus ou moins mystérieusement sur la scène politique.

En présence de toutes ces compétitions plus ou moins logiques ou sérieuses, il n'était vraiment pas possible d'admettre qu'on put trouver une assemblée qui pourrait se mettre d'accord sur la personnalité pouvant devenir le chef suprême d'un gouvernement moribond, de tous les anciens tenanciers présidentiels, accourant à la curée du pouvoir suprême dans un pays ruiné, désorganisé matériellement et moralement. Ils avaient jadis perdu la proie, et ils couraient après l'ombre. C'était la folie de l'ambition ou de la cupidité.

En dehors de cette question d'ordre général, la lettre de l'Empereur tranchait sans appel la question des ministres Osmont et Friant : « Cela est impossible et ne doit pas être toléré. » Telle est la formule de la condamnation de cette aventure qui ne pouvait cependant rapporter ni gloire ni profit. Heureusement le règlement de cette affaire était déjà un fait accompli.

C'était donc une disgrâce caractérisée pour les deux imprudents officiers généraux. On ne sut jamais si le général Osmont comprit bien la désapprobation qui le touchait; mais l'intendant Friant, plus subtil que son ancien camarade du corps d'Etat-major dont il sortait lui-même, sentit le coup et reconnut la faute commise, aussi bien vis-à-vis du gouvernement que du commandant en chef.

Dès les premiers jours d'octobre, le Maréchal préoccupé

de la situation dans laquelle se trouvait notre ligne de retraite sur Vera-Cruz dont la sécurité n'était plus guère assurée par les troupes autrichiennes occupant Puebla, se rendit dans cette place, en confia le commandement au général Aymard, en remplacement du général de Thun qui en était le gouverneur, et y établit un régiment français. Puis, après une reconnaissance rapide faite dans les environs, il revint à Mexico vers le 2 octobre.

A propos des inquiétudes qui avaient déterminé le Maréchal à inspecter la forteresse de Puebla, j'eus quelque temps après la preuve que ces inquiétudes n'étaient pas seulement inspirées par la situation du détachement autrichien qui occupait cette place, mais bien plutôt par le mauvais esprit qui régnait dans certains corps de troupes mexicains qui s'y trouvaient également; et il était urgent qu'on y envoyât des troupes françaises.

En effet, vers la fin de ce mois d'octobre, je reçus comme sous-secrétaire d'Etat de la Guerre, une lettre semi-privée, semi-officielle d'un colonel commandant un régiment de cavalerie impériale, précisément celui de l'Impératrice, et qui était allé en permission à Puebla avec quelques cavaliers de son régiment pour l'escorter. Ce chef de corps me rendait compte d'un incident qui venait de se produire dans un régiment mexicain de cavalerie caserné près de sa demeure.

L'auteur de cette lettre est devenu tristement historique et, en raison du contraste étrange qu'accusent les sentiments exprimés dans cette communication et ceux qui ont inspiré plus tard une action infâme, je crois intéressant d'en reproduire la traduction littérale.

« Puebla, 25 octobre 1866.

« M. Ch. Blanchot, sous-secrétaire d'Etat
à la Guerre.

« Mon respectable camarade et fidèle ami,

« Je tiens à solliciter de votre part de vouloir bien m'accorder la faveur de me permettre de rester ici jusqu'au 29

de ce mois, parce que j'ai pris un refroidissement la nuit précédente pour être sorti précipitamment du lit au grand air afin de voir si il serait possible d'étouffer, avec mes quelques soldats, la désertion scandaleuse des soldats du colonel Flon qui commençaient à partir, ce que firent environ vingt-cinq d'entre eux, se rendant dans la région de Tlaxcala avec l'ennemi.

« Quelques minutes après que ces hommes se furent échappés, j'étais moi-même dans le quartier de San-José avec mes hommes, prenant des mesures pour que le reste de ceux qui étaient encore dans le quartier ne s'en aillent pas également, jusqu'à ce que leurs chefs arrivent et que M. le général Aymard donne ses ordres. Cette maudite canaille de Flon a donné un scandale comme en donnent les mauvais Mexicains de mon malheureux pays; mais j'espère que tôt ou tard nous leur infligerons un vigoureux châtement.

« Je vous prie de vouloir bien, si vous le jugez nécessaire, offrir mes respects au très honorable ministre de la Guerre et obtenir que Son Excellence veuille bien excuser la faute involontaire d'avoir prolongé de trois jours ma permission pour me permettre ainsi de rétablir ma santé.

« Je profite de cette occasion qui me procure l'honneur et le plaisir de me mettre à vos ordres comme son affectionné qui baise les mains de Votre Seigneurie.

« MIGUEL LOPÈS. »

Après avoir lu cette lettre tout imprégnée des plus généreux sentiments de la part d'un soldat qui stigmatise les mauvais Mexicains de son malheureux pays, qu'il espère bien un jour pouvoir châtier cruellement; après avoir admiré cette expression de droiture et de loyalisme qu'il met même en pratique, en accourant pour arrêter la mutinerie du régiment d'un collègue qu'il traite de « maudite canaille », on reste confondu en constatant que cette signature de « Miguel Lopès » est celle du traître qui, six mois plus tard, à Quere-

taro, vendait et livrait l'Empereur à l'ennemi qui allait être son bourreau.

Et dire que cet homme avait notre estime, qu'il me qualifiait de *fidèle* ami et... me baisait les mains! Après tout, cependant, l'or corrupteur n'avait sans doute pas encore généré dans son âme le microbe de la trahison!

Au moment où le Maréchal revint à Mexico, arriva la nouvelle de l'envoi au Mexique d'un aide de camp de l'empereur Napoléon, chargé d'une mission spéciale.

En même temps, Maximilien apprenait le retour prochain de l'Impératrice. L'Empereur qui savait cependant que son auguste épouse avait échoué dans ses démarches auprès de Napoléon III, sentit, par la notion de cette double nouvelle, renaître ses espérances. Il lui sembla que cette coïncidence entre la venue de l'un et le retour de l'autre pouvait indiquer que si l'Empereur des Français n'avait pas donné satisfaction aux demandes de l'Impératrice, l'arsenal offensif que celle-ci avait emporté pour combattre le maréchal Bazaine pourrait bien avoir réussi et que, dans ce cas, le messager de Napoléon III portait sans doute la disgrâce de ce gêneur; et alors tout n'était pas perdu. Réconforté par ce raisonnement fortement spécieux mais d'apparence logique et séduisante, il eut hâte de profiter de cet avantage et de lui préparer les voies du succès; il résolut d'aller lui-même au-devant des arrivants pour les influencer et les guider, sitôt leur apparition sur la terre mexicaine, avant qu'ils n'aient subi l'influence du Maréchal, principalement le général Castelnau.

Ainsi inspiré, Maximilien fit connaître au commandant en chef son intention d'aller au-devant de l'Impératrice, ou tout au moins de prendre les mesures nécessaires pour protéger le voyage de la Souveraine entre Vera-Cruz et Mexico.

Hélas! quelques jours après cette démarche, un coup terrible venait frapper le malheureux prince et détruire ses dernières espérances. Un télégramme du 10 octobre apportait la fatale nouvelle de la folie. Que s'était-il donc passé de-

puis le jour où la princesse Charlotte avait quitté Mexico pour aller en France plaider la cause de son Empire?

Les symptômes avant-coureurs de la cruelle maladie de l'Impératrice, qui étaient apparus à son départ du Mexique, puis à Saint-Cloud et Paris, avaient semblé faire trêve pendant son séjour à Miramar. La Souveraine y reçut d'augustes visites et donna des fêtes; elle écrivit même pour annoncer son prochain retour à Mexico. Mais, s'étant cru obligée d'aller à Rome pour régler avec le Saint-Père la question d'un concordat à établir avec le gouvernement mexicain, elle eut avec le Pape une première entrevue, peut-être un peu longue pour son état et au cours de laquelle elle eut à discuter des questions assez complexes qui surexcitèrent son esprit sans aboutir à une entente. Elle fit, le 30 septembre, une deuxième visite au Vatican et là le mal éclata dans toute sa cruelle âpreté, se révélant par des manifestations extravagantes et des paroles telles qu'il ne pouvait plus y avoir de doutes pour personne. La malheureuse princesse était absolument folle. On ne put même pas la ramener à son hôtel et le Saint-Père, profondément ému, eut la bonté de la faire établir provisoirement dans un appartement de son palais où on la soigna pendant plusieurs jours, car on espérait n'avoir à vaincre qu'une crise passagère. On s'efforça de dissimuler par des rapports vagues la gravité de son état.

Cependant, huit jours après, son frère accourut de Belgique et aussitôt la conduisit au château de Miramar où elle fut l'objet des soins les plus attentifs de la part des spécialistes les plus éminents appelés auprès d'elle.

Cette malheureuse femme avait bien réellement perdu la raison : mais ce qui fut profondément impressionnant, c'est que dans ses hallucinations, elle était constamment hantée par la crainte d'être *empoisonnée* et refusait toute nourriture présentée ou préparée par les domestiques qu'elle avait ramenés du Mexique, acceptant, sollicitant au contraire les aliments qui n'avaient passé que par des mains européennes.

Cette folie raisonnée et résultant d'une arrière-pensée bien définie est absolument suggestive. Il semblait que des voix mystérieuses lui révélaient, lui rappelaient un événement passé, vécu par elle.

Après tout, cette persécution mentale qui poursuivait dans sa démence l'infortunée princesse crédite singulièrement ce que j'ai déjà dit à l'égard du drame de Cuernavaca où le poison joua le grand rôle.

Dans ces conditions et pour le moment au moins, il ne pouvait être question de retour au Mexique et on se décida à télégraphier à l'empereur Maximilien l'épouvantable réalité.

A ce moment, quelque grandes et nombreuses qu'aient été les erreurs conçues et les fautes commises, malgré les défauts de Maximilien, malgré ses faiblesses et son insuffisance peut-être, nous éprouvâmes tous un sentiment de pitié profonde pour ce couple de haute race que nous avons connu rayonnant de bonheur et d'espérance et que nous voyions ainsi terrassé par un inflexible destin! Nous les avons protégés, soutenus, et cela suffisait pour nous les rendre plus sympathiques encore dans leur malheur. C'était, en effet, une catastrophe physique et morale, peut-être plus encore. Tout s'effondrait et on peut dire que, dès ce jour, Maximilien ne fut plus l'Empereur, le chef d'Etat gouvernant, donnant lui-même l'impulsion politique souveraine qui devait être personnelle et inspirée par le souci du bien de son pays. Il continua à porter une couronne vacillante mais ne gouverna plus.

Du reste, l'impression première produite sur son âme, générale au fond, fut terrible et de nature à déprimer une constitution morale plus forte que la sienne. Malgré ses infidélités conjugales et peut-être même en raison de celles-ci qu'il pouvait sans doute et à juste titre considérer comme un des facteurs du malheur qui le frappait, Maximilien se sentit revenir à ses premières amours et comprit ce qu'il perdait avec cette Princesse qui avait été toujours le régu-

lateur de ses entraînements de jeunesse et le soutien de son énergie dans les heures d'incertitude ou de défaillances et son cœur se déchira dans le vide qui se faisait devant lui. Nous eûmes un écho touchant de ses sentiments attristés dans une lettre qu'il écrivit au Maréchal en reconnaissance des condoléances que notre chef lui avait adressées, et dont la finale, *toute affectueuse*, ce jour-là, s'exprimait ainsi : « Je vous réitère ma vive gratitude pour les sentiments d'affection qui ont fait tant de bien à mon cœur ulcéré. »

Cependant, sur les douleurs intimes, sur les déceptions et les désillusions de l'Empereur du Mexique, venaient se hanter avec un cynisme suggestif, les préoccupations de l'archiduc d'Autriche, préoccupations qui n'étaient rien moins qu'ambitieuses ainsi que le hasard le démontrera bientôt avec une indiscretion malencontreuse. Et alors, l'Empereur détourna ses regards des grandes capitales de son Empire qu'il lui faudra un jour reconquérir ou défendre tout au moins, Oajaca, Guadalajara, Durango, San-Luis, et, suivant la pensée qui l'attache à l'Europe, il se sentit entraîné vers Orizaba qui l'en rapprochait.

Aussi, dans cette même lettre où j'ai recueilli des expansions attendrissantes, Maximilien s'empresse d'utiliser l'effet de ses flatteries pour lancer l'expression de ses envies de départ basées naturellement sur l'état de sa santé délabrée qui, avec l'aide des médecins, lui commande un séjour plus ou moins momentané dans les chaudes régions. Mais, dans cet ordre d'idées, Sa Majesté n'aspire plus à Cuernavaca. Il est vrai qu'il existe par là un nourrisson impérial dont le caractère d'irrégularité pourrait bien troubler la quiétude de son repos ! Mais ce qu'il veut absolument, c'est se rapprocher de Vera-Cruz; nous verrons bientôt pourquoi. Plus le Mexique paraît lui manquer, plus l'Europe l'attire; c'est du reste fort logique.

En tout cas, Sa Majesté ne peut pas s'en cacher; elle le dit formellement, toujours dans la même épître du 20 octobre, quelques heures avant de partir : « Pour me rencon-

trer avec le courrier extraordinaire qui m'est annoncé de Miramar dont j'attends les nouvelles avec une anxiété facile à comprendre, j'ai l'intention de partir pour Orizaba. » Sa Majesté attendait évidemment des nouvelles de l'Impératrice; mais il en était d'autres aussi, fort graves et d'un grand prix pour lui, qu'il attendait surtout et bien avant qu'il n'apprit la catastrophe qui le frappait dans ses affections matrimoniales.

Ce qui paraît singulier, c'est que le Souverain ne faisait pas connaître quand il comptait se mettre en route. Pourtant Maximilien, avec une grâce qui depuis quelque temps lui était peu familière, faisait un appel insolite aux bons sentiments du Maréchal à son égard, et déclarait compter « plus que jamais, sur la loyauté et l'amitié que vous m'avez toujours témoignées ». Ce n'est pas vraiment ce qui était dit dans le memorandum emporté à Paris par l'Impératrice pour perdre celui qu'il flagornait ainsi.

Ce bloc enfariné n'inspirait qu'une confiance médiocre. Mais alors que signifiait ce machiavélisme? Il prouvait que le Père Fischer avait collaboré à cette lettre.

La surprise fut grande au quartier général et dans toute la capitale quand on apprit que l'Empereur avait quitté son palais de Chapultepec et, sans même traverser Mexico, était parti par une voie détournée, dans la direction d'Orizaba avec une escorte de quelques escadrons de ses hussards autrichiens.

Ce qui fut plus extraordinaire c'est un deuxième message que, de son premier gîte d'étape, il envoya au Maréchal. Ce message ressemblait à un testament gouvernemental et plongea le Maréchal dans une perplexité extrême.

Pourquoi donc ce départ soudain et précipité qui ressemblait à une fuite? Serait-il motivé par l'approche et l'arrivée imminente du général Castelnau, débarqué depuis quelques jours à Vera-Cruz? Cette arrivée ne fut sans doute pas la cause du départ proprement dit, ainsi que je l'ai déjà indiqué, mais elle a dû en déterminer la précipitation. Et

c'est là qu'apparaît le machiavélisme et que s'accuse l'hypocrisie des démonstrations affectueuses et flatteuses faites au Maréchal dans la première lettre. Si, en effet, l'Impératrice a réussi à perdre le Maréchal dans l'esprit et la confiance de Napoléon III, le messenger de ce souverain vient évidemment pour lui signifier son « *exeat* », et alors Maximilien ne veut pas être présent à l'exécution qu'il a sournoisement provoquée et qu'il regrette peut-être à cette heure où il a besoin du Maréchal pour mettre à exécution son projet de départ qu'il n'avait pas cru devoir être si prompt. Cette manœuvre était peut-être habile, mais elle pourrait comporter un qualificatif moins honorable. Enfin, dans ce cas, et pour mieux simuler l'innocence, il envoyait dans le deuxième message au Maréchal des instructions tellement extraordinaires et importantes qu'elles paraissaient vouloir en faire un Dictateur.

Tout cela était du Fischer, et Castelnau devait s'y laisser prendre.

Cependant un incident immédiat prouva absolument que Maximilien ne voulait pas alors être mêlé en aucune façon à la mission dont était chargé le mandataire de Napoléon III. En effet, au cours du deuxième jour du voyage, il faisait une halte à Ayotla, à 30 kilomètres seulement de Mexico, lorsque, par une singulière coïncidence, vint à passer le général Castelnau. Celui-ci, tout naturellement, fit demander à saluer l'Empereur et à être reçu par Sa Majesté. Mais à cette demande, toute de haute convenance, Maximilien fit répondre qu'il était souffrant et ne pouvait recevoir. Mais, sitôt après, le Souverain se remettait en route. Le mauvais vouloir était flagrant. Tout devait être étrange dans ce voyage qui devenait un coup d'Etat. Ce qui lui donna surtout ce caractère, ce sont les instructions envoyées au Maréchal et certaines phrases de cette lettre dont je viens de parler. Qu'on en juge :

« Je me propose de déposer en vos mains les documents nécessaires pour mettre un terme à la situation violente dans laquelle je me trouve ainsi que tout le Mexique. Ces docu-

ments devront rester réservés jusqu'au jour que je vous indiquerai par le télégraphe. »

C'était établir la situation d'une façon bien précise, bien catégorique. Il était évident que le Souverain jetait le manche après la cognée! Maximilien ajoute sans détours ni ménagements : « Je veux me décharger de la responsabilité qui m'incombe. » Ceci est formel et explique les recommandations qui suivent et tendent à révoquer la fameuse loi du 3 octobre qui poursuivait tous les dissidents, à supprimer l'action des cours martiales, et enfin, ce qui était plus qu'étrange, ce malheureux prince recommande de *faire cesser toutes les hostilités*. Ce desideratum est absolument déconcertant, quand on considère que nous replions toutes nos troupes pour les reconstituer en vue de leur embarquement et que ce sont les ennemis seuls qui font acte d'hostilité, non pas précisément contre les troupes françaises, mais contre toutes celles qui portent le drapeau impérial. Était-il possible d'admettre que le Maréchal put empêcher ces hostilités?

Ce qui donne enfin une allure franchement dictatoriale à la situation faite au maréchal Bazaine, c'est que l'Empereur l'invite à convoquer ses ministres pour se concerter avec eux à l'égard des mesures à prendre afin d'assurer *en secret* (?) l'exécution de ses recommandations.

Viennent enfin, comme péroraison de ce message *in extremis*, les expressions de reconnaissance pour l'affection et le dévouement constant du Maréchal, pour ses services rendus, et les assurances de l'estime et de l'amitié du Souverain qui se dit, cette fois, son très affectionné Maximilien.

C'était évidemment l'expansion d'adieux touchants et solennels.

Maximilien se voyait en route pour Schœnbrunn!

Le Maréchal qui, depuis un certain temps, pressentait vaguement cette solution d'une situation, inextricable autrement, ne conserva plus de doutes à l'égard des projets de Maximilien, d'autant qu'il apprit en même temps qu'une cor-

vette de la marine impériale autrichienne venait d'arriver à Vera-Cruz où se trouvait déjà la frégate *Novara* et qu'elle devait se tenir à la disposition de l'empereur Maximilien. La situation qui lui était imposée soudainement, d'une façon si vague, si mystérieuse et dépourvue de toute consécration protocolaire, était extrêmement délicate et devait le plonger dans le plus grand embarras. Elle fut encore rendue plus difficile par une circonstance fortuite qui venait encore tout compliquer et accumuler sur sa personne le poids d'un état politique gouvernemental extraordinaire.

Le départ du Souverain, si secret qu'il fut tenu, avait été pressenti par le sentiment public et dans l'esprit inquiet des hautes sphères gouvernementales où il fut silencieusement répandu sous l'effet d'une effluve magnétique mystérieuse; si bien que le Conseil des ministres, redoutant le vide dans lequel il allait se trouver dans le cas, prévu par tout le monde, où l'empereur déposerait sa couronne et laisserait le sceptre s'échapper de ses mains désormais impuissantes, donna sa démission quelques heures avant le moment où l'empereur quittait Chapultepec.

L'Empereur reçut-il cette démission aussitôt donnée? on l'a affirmé; mais cela n'est pas vraisemblable, car il n'aurait pas osé, le lendemain, inviter le Maréchal à réunir, pour se concerter avec eux, des ministres qui étaient démissionnaires. Il est probable, au contraire, qu'il y aura eu encore dans cette circonstance, pourtant bien grave, un nouvel acte d'obstruction momentanée commis par le père Fischer qui ne reculait devant rien. Car ce n'est que le lendemain, c'est-à-dire après le départ de Maximilien que le Maréchal fut informé par M. Hersfeld, le conseiller intime de l'Empereur, qu'il n'y avait plus de gouvernement. C'était le néant, et le Maréchal se trouvait bien dans la position la plus troublante qu'on puisse imaginer.

Il était, par la force des choses et la volonté formelle écrite de l'Empereur, maître absolu de la situation.

C'est ici que je fais appel à la bonne foi de tous les dé-

tracteurs du maréchal Bazaine, de tous les juges plus sévères que justes et surtout que bien informés, qui ont accusé et accusent encore cet homme d'avoir été inspiré par un intérêt d'ambition personnelle dans sa conduite et ses actes envers Maximilien, d'avoir rêvé la dictature au Mexique. Il l'avait pourtant dans la main cette dictature, le 21 octobre 1866, et c'était Maximilien lui-même qui l'y avait mise et le suppliait de la conserver, de l'exercer pour maintenir l'ordre dans l'Empire et assurer la sauvegarde des intérêts qui étaient engagés. Eh bien! je le répète, il n'avait pas l'étoffe d'un ambitieux, il ne voulut pas, il n'osa pas conserver, exercer cette dictature qui lui était en quelque sorte imposée et que l'empereur Napoléon III, dans les instructions antérieures, avait aussi prévue, envisagée et pour laquelle il avait donné des conseils, puisqu'il lui écrivait, en vue de l'éventualité d'une abdication vraisemblable, de former une assemblée destinée à choisir un nouveau gouvernement, enfin de s'efforcer de traiter avec un gouvernement quelconque pour débarrasser la France de la façon la plus convenable d'une entreprise qui était sortie des voies désirées au début.

Ce fut même un malheur que le Maréchal n'ait pas osé assumer une charge moralement aussi lourde et une aussi grande responsabilité; car j'ai la conviction que nous aurions terminé notre intervention d'une façon moins lamentable que celle qui résulta des événements ultérieurs. Mais cet homme, ce soldat, ce maréchal de France, brave entre tous, audacieux dans les combats, impassible dans l'hécatombe des crises les plus meurtrières, était incapable, non pas seulement de tenter un coup d'Etat, mais même de s'y prêter. En aurait-il eu l'instinct, il n'en avait pas le courage moral.

Cependant, que fit, en cette occurrence, le maréchal Bazaine qu'on devait taxer d'ambitieux effréné? Voulant écarter quand même l'obligation de prendre le pouvoir, puisqu'il n'y avait plus ni Empereur, ni ministres, il se décida à rattraper le fragment de gouvernement qui lui échappait dans

le naufrage impérial et à remettre à flot le ministère. S'appuyant sur le désir formel de l'Empereur, il se décida à faire appeler auprès de lui le Président du Conseil et, sans paraître se rendre compte de la mission suprême que lui imposaient les événements, feignant d'envisager l'absence de l'Empereur comme purement provisoire, il se borna à faire comprendre à ce premier ministre combien pouvait devenir grave, en un pareil moment, un renouvellement de ministère que du reste personne ne paraissait, en la circonstance, en état d'opérer et combien on devait redouter les conséquences de l'absence de « tout gouvernement » ? C'était bien intentionnellement dégager formellement sa personnalité. Il le pria enfin très énergiquement, dans l'intérêt public, de reprendre son portefeuille ainsi que tous les membres du Cabinet. Le premier ministre troublé et très ému, peut-être étonné, ne refusa pas, mais ne voulut pas prendre immédiatement une aussi grave décision sans consulter ses collègues. Quelques heures après, il annonçait au Maréchal que le Cabinet en entier rentrait en fonctions.

Cette situation anormale d'un gouvernement sans chef étant ainsi réglée de manière à dégager tout au moins le Maréchal et la France dont il importait de conserver la liberté d'action, on attendit. Mais qu'attendait-on ? Evidemment l'abdication qui devait être un des documents dont l'envoi avait été annoncé au Maréchal par l'Empereur pour le lendemain du jour de son départ, mais ne furent jamais remis; l'abdication qui était dans tous les esprits, sur toutes les lèvres, que tout le monde prévoyait comme inévitable et que tous les partis se préparaient à escompter; résolution suprême qui, depuis longtemps, était prise par l'Empereur lui-même d'une façon irrévocable, car, lorsque, à l'aube du 21 octobre, il s'éloigna de sa capitale, ce fut sans esprit de retour.

Je puis en donner la preuve en faisant une excursion rétrospective dans les préoccupations et les dispositions particulières de la vie privée du Souverain qui démontrent abso-